TRÉSOR
DIRECTION GÉNÉRALE

Publications
des Services économiques

Brèves économiques hebdomadaires d'Asie du Sud

Période du 18 au 24 octobre 2019

Le 25 octobre 2019

Résumé

Asie du Sud : Cinq économies d'Asie du Sud gagnent des places au classement *Doing Business 2020*.

Bangladesh : Hausse de 20% des IDE au terme du S1 2019. Samsung assemblera tous ses mobiles vendus localement d'ici mars 2020. Projet de port maritime à Chattogram porté par le japonais Sojitz.

Bhoutan : Augmentation de la dette externe qui atteint 114% du PIB au terme de l'exercice 2018/19.

Inde : Le déficit commercial des échanges de biens atteint son plus bas niveau sur 7 mois. Contraction des échanges de services en août. *Fitch* a revu à la baisse sa prévision de croissance pour l'exercice en cours à 5,5%. Intensification de la titrisation des portefeuilles de prêts des sociétés financières non-bancaires. Décision du gouvernement d'augmenter le prix minimum d'achat des produits agricoles.

Maldives : Signature d'un accord de 500 M JPY avec le gouvernement japonais.

Népal : Lancement de la nouvelle stratégie quinquennale de la Banque asiatique de développement.

Pakistan : Contraction marquée du déficit courant de 63,8% sur le T1 de l'exercice budgétaire 2019/20. Léger repli des flux nets d'IDE sur le T1 2019/20. Recul de l'indice de production industrielle pour le 9ème mois consécutif en août 2019. La Banque centrale confirme la solidité du secteur bancaire sur le S1 2019. Le GAFI maintient le Pakistan sur liste grise.

Sri Lanka : Hausse du salaire minimum dans le secteur privé. Sri Lanka retiré de la liste grise du GAFI sur le blanchiment d'argent. Dépréciation de la roupie sri lankaise (LKR) depuis le mois de juillet 2019. Vote du budget provisoire pour les 4 premiers mois de 2020.

ASIE DU SUD

- **Cinq économies d'Asie du Sud gagnent des places au classement *Doing Business 2020*.**
  La Banque mondiale a publié les résultats de son enquête annuelle *Doing Business* à l'issue de laquelle cinq économies d'Asie du Sud ont gagné des places au classement. Il s'agit de l'Inde (qui passe de la 77ème à la 63ème place), du Népal (de la 110ème à la 94ème place), de Sri Lanka (qui gagne une place pour se classer en 99ème position), du Pakistan (136 à 108ème) et du Bangladesh (176 à 168ème).

  Deuxième pays le mieux classé de la région, le Bhoutan perd des places pour la quatrième fois consécutive (de la 81ème à la 89ème place). Les Maldives perdent également 8 places (147ème) alors que l'Afghanistan est le pays le plus mal classé de la région (-6 places au 173ème rang).

Pays	DB 19	DB 20	Evolution
Afghanistan	167	173	-6
Bangladesh	176	168	+8
Bhoutan	81	89	-8
Inde	77	63	+14
Maldives	139	147	-8
Népal	110	94	+16
Pakistan	136	108	+28
Sri Lanka	100	99	+1

BANGLADESH

- **IDE – Hausse de 20% sur les six premiers mois de l'année.** D'après les données de la banque centrale, le flux net d'IDE s'est établit à 1,7 Md$ au terme du premier semestre 2019 contre 1,41 Md$ un an plus tôt, soit une augmentation voisine de 20%. Il s'agit principalement de réinvestissement des bénéfices (671M$), suivi de prêts intra-entreprise (611M$) et enfin d'investissements en capital social (409M$).

  Les IDE ont quasiment été multiplié par 2 en 3 ans (865M$ en 2016). En 2018, ils étaient en forte augmentation pour atteindre 3,61Mds$ (+68%) mais restent très loin de la cible de 3% du PIB (environ 9Mds$) fixée par le plan quinquennal actuel qui arrive bientôt à échéance.

- **Industrie – Samsung assemblera tous ses mobiles vendus localement d'ici mars 2020.** L'usine locale de Samsung, implantée depuis 2017 à Narsingdi (Nord-est de Dhaka), qui assemble actuellement 96% de la demande répondra à partir du mars 2020 à l'intégralité de celle-ci avec l'aide de son partenaire industriel local *Fair Electronics Ltd*. Cela représente près d'1,5 M de téléphones produits sur un an, avec pour objectif 2,5 M d'unités l'année prochaine.

  Samsung, qui possède 31% du marché des smartphones en volume et 48% en valeur, réduit ainsi les frais liés aux droits de douane tout en ajoutant environ 35% à la valeur des produits (porté à 45% grâce à leur projet d'implanter une usine de fabrication de circuit imprimé).

  8 entreprises assemblent localement des téléphones mobiles : *Symphony* (BD), *Walton* (BD), *Samsung*, *Transsion Holdings* (Chine) et *Al Amin Brothers* (BD). En mars 2019, *OK mobile*, *Grameen Distribution* et *Anira International*, 3 entreprises locales, ont obtenu une licence de 3 ans par la commission de régulation (*Bangladesh Telecommunication Regulatory Commission*). En juillet 2019, le chinois Vivo a implanté sa 5ème usine (2 en Chine, en Inde et en Indonésie) et opérera via *Best Tycoon (BD) Enterprise Ltd*, détenue à 100% par Vivo.

- **IDE – projet de port maritime porté par le japonais SOJITZ.** La maison de commerce japonaise SOJITZ associée au conglomérat local *Energypac Power Generation* souhaite monter un projet de PPP avec le gouvernement bangladais pour construire à Chattogram (sud-est du pays) un port maritime adossé à la nouvelle zone industrielle de Mirsarai.

  Le projet (enveloppe initiale de 1,2 Md$) vise à soulager le trafic dans le port de Chittagong en créant un port maritime capable d'accueillir des navires de 30 000 à 40 000 t, et d'assurer une

logistique efficace de la zone économique spéciale de Mirsarai, opérationnelle en 2030. L'essentiel du trafic portera sur le vrac (*bulk*), pour lequel le port de Chittagong est sous-équipé.

Un mémoire d'entente a été signé en août 2019 entre les deux investisseurs et la *Bangladesh Economic Zones Authority* (BEZA), qui devrait déboucher fin 2019 sur un accord foncier; les partenaires sont en négociation avec la *Chittagong Port Authority*, pour solliciter par la suite des financements auprès de la Banque mondiale et de la JICA. La première phase est prévue pour être opérationnelle fin 2024, le projet représentant au final un investissement de 2 Mds$.

BHOUTAN

- **Augmentation de la dette externe qui atteint 114% du PIB au terme de l'exercice budgétaire 2018/19**. L'autorité monétaire royale du Bhoutan fait état d'une dette externe portée à 188 Mds Nu (environ 2,4 Mds€) au terme de l'exercice budgétaire 2018/19 (juillet 2018 – juin 2019) contre 181,2 Mds Nu (2,3 Mds€) un an auparavant soit une augmentation de 3,8%.

  Sur les prêts libellés en roupies, qui représentent 73% du total, 95 % sont dédiés au secteur de l'hydroélectricité et concernent notamment les projets de centrales Punatsangchhu I et II, Mangdechhu et Nikachhu.

  Le reste de la dette est détenu essentiellement par la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement (respectivement 10,5 et 10% du total de la dette externe).

INDE

- **Le déficit commercial des échanges de biens atteint son plus bas niveau sur 7 mois en septembre.** Il s'élève à 10,9 Mds $ à fin septembre selon les données du ministère du Commerce et de l'Industrie, contre 13,5 Mds le mois précédent et 17,1 Mds un an plus tôt. **Sur les 9 premiers mois de 2019**, le déficit des échanges de marchandises s'élève à 120 Mds $, soit une résorption de 19 Mds $ par rapport au déficit commercial enregistré sur les 9 premiers mois de 2018.

  Les exportations reculent pour le deuxième mois consécutif en septembre (-6,6 % en glissement annuel à 26 Mds $, contre un rythme de progression de -6 % un mois plus tôt), en raison de la baisse des exportations de textiles et de produits connexes, de minerai de fer, de produits électroniques et de cuir et de produits en cuir. **Sur les 9 premiers mois de l'année 2019**, les exportations indiennes s'élèvent à 245 Mds $, quasiment égales sur les 9 premiers mois de l'année précédente (+480 M€).

  Les importations se contractent à nouveau en septembre, plus fortement que les exportations. Elles diminuent de 13,9 % en glissement annuel pour atteindre 37 Mds $, le plus bas niveau depuis février. Les importations de charbon et de coke (-24 % en glissement annuel), de produits pétroliers (-18 %) de pierres précieuses et de perles (-17 %) et de produits chimiques (-16 %) sont notamment les postes affichant les baisses les plus importantes. **Sur les 9 premiers mois de l'année 2019**, les importations de marchandises s'élèvent à 364 Mds $, soit une contraction de 4,8 % en rythme annuel.

- **Les échanges de services se contractent en août, avec une diminution couplée des exportations et importations.** Les exportations s'élèvent à 18,2 Mds $, soit une baisse de 4,4 % en glissement mensuel. Dans le même temps, les importations de services diminuent de

6,4 %, à 12 Mds $. L'excédent de la balance des services s'élève ainsi à 6,2 Mds $ en août contre 6,3 Mds $ un mois plus tôt.

- **Fitch a ramené de 6,6 à 5,5% sa prévision de croissance du PIB pour l'exercice en cours.** L'agence de notation a justifié cette prévision à la baisse en mettant en cause la crise de liquidité à laquelle fait face le secteur financier non-bancaire qui a un impact direct sur la consommation intérieure. En revanche, *Fitch* n'a pas manqué de saluer la décision du gouvernement d'abaisser l'impôt sur les sociétés qui devrait stimuler la demande.

  A ce titre, l'agence estime que la croissance devrait repartir et s'établir à 6,2% lors de l'exercice 2020/21 et 6,7 l'année suivante.

- **Intensification de la titrisation des portefeuilles de prêts des sociétés financières non-bancaires** (NBFCs). Selon l'ICRA, les NBFCs auraient levé entre octobre 2018 et septembre 2019 près de 30 Mds€ (2,36 lakhs crore INR) en procédant à une titrisation de leurs portefeuilles de prêts (ou en procédant à des cessions directes bilatérales) et ce, afin de pallier à l'actuelle crise de liquidité qui les empêchent de s'approvisionner auprès de leurs fournisseurs traditionnels (banques et marchés obligataires).

- **Décision du gouvernement d'augmenter le prix minimum d'achat des produits agricoles**. Le gouvernement propose une augmentation de 5 à 7 % du prix minimum de soutien (MSP) pour les cultures d'hiver (Rabi). Il y aura notamment une augmentation de 5,3 % du MSP pour la moutarde, en passant de 538 à 544 euros par tonnes, une augmentation de 5,9 % du MSP pour l'orge, et de 4.6% pour le blé avec 264 euros la tonne, contre 236 euros l'année dernière. L'augmentation du prix minimum de soutien le plus élevé est pour les lentilles, de 7,26 %, soit 614 euros par tonnes. L'objectif annoncé par le gouvernement est de doubler le revenu des agriculteurs d'ici 2022.

  Le gouvernement prévoit également de créer un fonds de 844 millions d'euros pour soutenir 10 000 organisations de producteurs agricoles (FPOs) à travers le pays au cours des cinq prochaines années.

MALDIVES

- **Signature d'un accord de 500 M JPY avec le gouvernement japonais.** Selon cet accord, le Japon va fournir une aide de 500 M JPY (environ 4,61 M USD) pour soutenir le développement social et économique des Maldives. Cette aide sera notamment utilisée pour la lutte contre le terrorisme. En 2017, le gouvernement japonais avait déjà fourni une aide de 1 100 M JPY (environ 10,15 M USD).

NEPAL

- **Lancement de la nouvelle stratégie quinquennale de la Banque asiatique de développement au Népal.** Le plan, couvrant la période 2020-2024 a été approuvé par le conseil d'administration de l'institution et se concentrera sur trois domaines qualifiées de prioritaires : l'amélioration des infrastructures pour une croissance tirée par le secteur privé, un meilleur accès aux services décentralisés et l'environnement.

  La Banque prévoit dans le cadre de sa nouvelle stratégie d'allouer une enveloppe de prêts comprise entre 500 et 600 M$ en moyenne par an sur les trois prochaines années (2020-2022). Pour mémoire, depuis 1966, la Banque asiatique de développement a fourni une

assistance technique et financière de près de 6 Mds$ essentiellement dans les domaines de l'énergie, des transports, de l'approvisionnement en eau, des infrastructures urbaines.

PAKISTAN

- **Contraction marquée du déficit courant de 63,8% au T1 de l'exercice budgétaire 2019/20** (du 1er juillet 2019 au 30 septembre 2020). Le déficit courant s'affiche à 1,5 Md USD (2,2 % du PIB), à comparer à 4,3 Mds USD (5,5 % du PIB) au T1 2018/19. Cette amélioration s'explique principalement par un recul marqué du déficit des échanges de biens à 5 Mds USD (-40,4 % en g.a.). Si les exportations progressent de seulement 2,4 % en g.a. à 6 Mds USD, les importations enregistrent un recul notable de 22,7 % à 11 Mds USD.

  Les principaux fournisseurs du Pakistan sont la Chine (20,6 % du total), les EAU (16,8 %), Singapour (5,2 %), l'Arabie saoudite (3,6 %) et les Etats-Unis (3,1 %). Les principaux pays de destination des exportations pakistanaises demeurent les Etats-Unis (17,5 % du total), la Chine (7,3 %), le Royaume-Uni (7,1 %), l'Allemagne (5,4 %) et l'Afghanistan (4 %). Principale cause du dérapage du déficit commercial, les produits pétroliers restent le premier poste d'importation (2,9 Mds – 26,1 % du total) malgré un net repli de 30,1 % en glissement annuel. Les exportations de textile – qui comptent pour 56,6 % du total des exportations – enregistrent quant à elles une légère baisse de 1,9 % en glissement annuel à 3,4 Mds USD. En dépit d'un léger recul des transferts de travailleurs expatriés (-1,4 % à 5,5 Mds USD), ces derniers continuent de couvrir la totalité du déficit commercial.

- **Léger repli des flux d'IDE sur le T1 2019/20**. Les flux entrants d'IDE se limitent à 762,9 M USD (-5,4 % en g.a.), quand les flux sortants s'affichent à 220,8 M USD (-10,6 %). Les flux nets reculent ainsi de 3,1 % pour atteindre 542,1 M USD sur la période considérée, à comparer à 559,4 M USD un an auparavant. Au cours du seul mois de septembre, ils atteignent toutefois leur niveau le plus haut depuis 26 mois à 385,3 M USD en raison du paiement effectué par Telenor (société norvégienne de téléphonie mobile) pour le renouvellement de sa licence à hauteur de 224,6 M USD. Les principaux pays d'origine des IDE en flux nets au sur le T1 2019/20 sont la Norvège (48,6 % du total), la Chine (19 %), le Royaume-Uni (8,3 %), la Malaisie (4,6 %) et les Etats-Unis (4,1 %). Il convient de noter la forte contraction des flux d'IDE en provenance de Chine sur la période considérée (-69,4 % en g.a.), dans le cadre de la fin de la 1ere phase du projet de corridor sino-pakistanais (CPEC). En termes sectoriels, les flux nets d'IDE se concentrent dans les communications (47,1%), les machines électriques (12 %), l'exploration pétrolière et gazière (6,3 %), l'énergie hydraulique (5,2 %) et l'automobile (4,8 %).

  Un solde positif a été enregistré pour les investissements de portefeuille à hauteur de 22,7 M USD sur le premier trimestre 2019/20, à comparer à un solde négatif de 185,3 M USD un an auparavant. Les investissements étrangers nets s'élèvent ainsi à 564,8 M USD au premier trimestre (+51 %).

- **Recul de l'indice de production industrielle pour le 9ème mois consécutif en août 2019**. L'indice *Large Scale Manufacturing* (LSM), qui contribue à 10,7 % de la formation de valeur ajoutée, s'est contracté de 7,1 % en glissement annuel et de 4,1 % par rapport au mois précédent. Sur les deux premiers mois de l'exercice 2019/20 (1er juillet 2019 au 30 juin 2020), l'indice LSM enregistre une chute de 6 % en glissement annuel, à comparer à -2,2 % un an plus tôt. La production s'affiche en baisse dans de nombreux secteurs (10 sur 15) : alimentation/boissons/tabac (-12,6 %), automobile (-30,3 %), produits pharmaceutiques (-14,4 %), sidérurgie (-16,6 %), produits pétroliers (-17,8 %). En outre, l'industrie textile qui

compte pour 20,9 % de l'indice continue de stagner (+0,06 %). Pour mémoire, la cible de progression de l'indice LSM a été fixée à +3,1 % sur l'exercice budgétaire 2019/20 par les autorités (après -3,6 % en 2018/19 et +5,5 % en 2017/18).

- **La Banque centrale confirme la solidité du secteur bancaire sur le S1 2019.** Les actifs du secteur bancaire ont progressé de 5,3% entre le 1er septembre et le 30 juin 2019 (+7,9% en glissement annuel), à comparer à 4,7% au S1 2018 (+9,7 % en g.a.). La croissance des crédits a toutefois fortement ralenti à 1,9% au S1 2019, quand elle atteignait 12,3 % un an plus tôt. Les investissements enregistrent une légère hausse de 0,7 % (-3,6% au S1 2018). Le taux de distribution des crédits (crédits/dépôts) continue de plafonner en deçà de 60%, et recule même à 53,2% fin juin 2019 après 55,8% fin 2018.

  A la fin juin 2019, le secteur bancaire affichait un taux d'adéquation du capital de 16,1%, bien supérieur aux exigences locales et internationales fixées respectivement à 11,9% et à 10,5%, contre 15,9 % un an plus tôt. La Banque centrale souligne toutefois la légère dégradation de la qualité des actifs. Les créances douteuses représentaient 8,8% de l'encours total à la fin juin 2019, à comparer à 7,9 % un an auparavant. Le ratio créances douteuses nettes sur portefeuille net de prêts se détériore ainsi en passant de 1,1% fin juin 2018 à 2,1 % fin juin 2019. Les créances douteuses brutes ont atteint le niveau historique de 768 Mds PKR fin juin 2019 (4,4 Mds USD), en hausse de 13 % en g.t. et de 23,2 % en g.a.. Le secteur de l'énergie a en outre contribué à hauteur de 52,8 % à la progression des créances douteuses sur le premier semestre.

  Selon la Banque centrale, la rentabilité du secteur s'est améliorée au S1 2019 (+8 % des profits après impôts). A la fin juin 2019, les taux de rendements moyens après impôts des actifs et des fonds propres s'affichent respectivement à 0,8 % et 11,4 %.

- **Le GAFI maintient le Pakistan sur liste grise.** Le Pakistan a été placé en juin 2018 sur la liste grise du GAFI identifiant les « juridictions présentant des défaillances stratégiques en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ». Afin de prouver sa conformité aux standards internationaux, les autorités se sont engagées à mettre en œuvre un plan d'action dont le calendrier d'exécution s'étalait de janvier à septembre 2019. Lors de la réunion plénière qui s'est tenue à Paris du 16 au 18 octobre 2019, le GAFI a reconnu les avancées réalisées par le Pakistan en matière de lutte contre le financement du terrorisme et le blanchiment d'argent depuis juin 2018. Toutefois, alors que le plan d'action est arrivé à expiration, de nombreux points n'ont pas été traités (seuls 5 sur 27 seraient majoritairement traités à ce jour). Selon le communiqué de presse officiel, le GAFI a exprimé de sérieuses réserves quant au manque de progrès enregistrés et appelle le Pakistan à achever la mise en œuvre de son plan d'action d'ici février 2020, date de la prochaine session plénière.

SRI LANKA

- **Hausse du salaire minimum dans le secteur privé.** Selon la proposition adoptée en cabinet des ministres, le salaire minimum dans le secteur privé va être augmenté de 25%, pour atteindre 12 500 LKR par mois (environ 69 USD), passant de 400 LKR à 500 LKR par jour. Le minimum légal avait été instauré en mars 2016 et fixé à 10 000 LKR par mois.

- **Sri Lanka retiré de la liste grise du GAFI sur le blanchiment d'argent.** Le Groupe d'action financière (GAFI), responsable mondial de la politique de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT), a décidé de retirer Sri Lanka des pays sur la liste grise de surveillance. Le GAFI, lors de sa plénière annuelle organisée à Paris du 13 au

18 octobre, a jugé positivement les réformes mises en place par les autorités sri-lankaises. Le pays avait été ajouté à la liste grise en 2017. Le gouvernement s'est engagé à continuer sa collaboration avec le GAFI pour renforcer le mécanisme de lutte LBC/FT.

- **Dépréciation de la roupie sri lankaise (LKR) depuis le mois de juillet 2019**. Après une appréciation continue sur les sept premiers mois de l'année (+4,1%), qui lui a permis d'atteindre un plancher à 1 USD/175,46 LKR au 12 juillet dernier, la monnaie sri lankaise s'est dépréciée de 3,2% par rapport au dollar US depuis le mois de juillet. Le taux de change s'est établi à 1 USD/181,63 LKR au 23 octobre contre 1 USD/182,91 LKR le 1er janvier 2019. Par rapport à l'euro (EUR), le taux de change s'est établi à 1 EUR/209,73 LKR au début de l'année contre 1 EUR/201,76 LKR au 23 octobre, soit une appréciation de 3,8%.

- **Vote du budget provisoire pour les 4 premiers mois de 2020.** L'élection présidentielle étant prévue au 16 novembre prochain, l'adoption du budget 2020 est reportée au début de l'année prochaine pour que celui-ci soit établi par le gouvernement nouvellement élu. Le budget provisoire prévoit l'allocation de 1 474 Mds LKR (7,3 Mds€ environ) pour les dépenses publiques pour la période de janvier à avril 2020.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	*Climat des affaires*
Inde	Baa2	Positive	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B	Stable	D	D
Sri Lanka	B1	Négative	B+	Négative	B+	Stable	B	B
Maldives	-		B2	Stable	-		D	D

Copyright
Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional

Clause de non-responsabilité
Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service Économique Régional de New Delhi
2/50-E, Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi, Inde

Rédigé par M. Hammouch, T. Gharib, P. Pillon, A. Boitière, J.Deur, P-H. Lenfant et C. Esparsa.

Version du 25/10/2019